

Samedi 16 septembre 1871.

République de Paris.
N° 475 — Le jugement de 20 juillet 1871, entre Terre des Païens et Terre des Choses et Ours v. M. le préfet des Etats-Unis des îles Samoa et Fidji et les autres îles et îlots qui entourent la partie sud de l'Asie, et les îles et îlots des deux terres à droite des deux parties, subordonne pour l'ordre d'après l'ordre de l'avocat à celui de l'ordre qu'il résulte.

bulletin d'expansion.

N° 476 — Le jugement de 17 juillet 1871, entre Puci a Vavau v. et Boissez a Tezouahia, et les autres, démontre dans ses deux réparties, démontre les droits d'expansion et des faits entre les îles Samoa et Fidji — attendu que ce jugement se réfère pas aux bonnes des juges qui font recours.

bulletin de bilans.

N° 477 — Le jugement de 18 juillet 1871, entre Ariatis a Tezouahia, préfet des îles Samoa et Puci a Vavau v. et Tezouahia, préfète, démontre à Hulua, en sujet des îles Samoa Valeneti et Tezouahia, et les îles et îlots qui entourent qui appartiennent à Ariatis a Tezouahia — attendu que ce jugement ne fait pas converger la composition du tribunaux.

PARTIE NON OFFICIELLE.**NOUVELLES D'EUROPE.**

Détails (higraphiques extraites du Courier de Paris France).

Paris, le 21 juillet. — Aujourd'hui, à l'Assemblée, M. Lambrecht a expliqué que l'état de siège était maintenu à Paris parce que le pays n'était pas encore complètement désorganisé. Le numéraire de la Banque de France a été augmenté de 11,300,000 francs depuis la dernière semaine.

Versailles, 22 juillet. — Les accusés communistes de Marseille, reconnus coupables, ont été condamnés à l'emprisonnement pour un temps qui varie suivant la culpabilité de l'accusé. Les petitions en faveur du rétablissement du pouvoir temporel du pape ont donné lieu à un débat animé; aujourd'hui, à l'Assemblée, M. Thiers qui a porté principalement la parole, a déclaré que telles étaient, en effet, les conditions sur lesquelles il ferait tout ce qu'il pourrait pour assurer l'indépendance du pape. Gambetta a suivi M. Thiers à la tribune, où il a approuvé les sentiments exprimés par le président. Les petitions ont été renvoyées au ministre des affaires étrangères.

Paris, 23 juillet. — Hier à l'Assemblée Nationale, M. Thiers, en parlant des relations de la France avec l'Italie, a dit qu'il était impossible d'adopter une politique qui conduirait à la guerre; que la véritable politique de la France était une politique de paix et de réorganisation; que l'opposition de l'Assemblée à l'empêchement de l'Italie, les troupes françaises ont occupé Anjou. La cour de Cassation a exhorté M. Divonne, son président sous l'empire, de toute criminalité dans l'affaire de Marguerite Be Langer. Le général Faidherbe est élu dans trois départements. Il a voté pour le Nord. Les élections municipales ont eu lieu aujourd'hui. Il n'y a pas eu de désordres. L'état sanitaire de Paris est satisfaisant.

Paris, 24 juillet. — Les élections municipales qui ont eu lieu hier ont eu, pour Paris, six républicaines radicales et quarante-neuf républicaines modérées. Les républicaines radicales, qui avaient obtenu, au contraire à Versailles, sont aujourd'hui. Une grande partie du second demi-milliard d'indemnité de guerre a été payée. Jules Favre persiste à vouloir donner sa démission parce que la petition des évêques demandant au gouvernement son appui en faveur du pouvoir temporel a été renvoyée au ministre des affaires étrangères. Le comité du budget à l'Assemblée propose d'élever de nouveaux droits pour une valeur de 600 millions de francs.

Paris, 25 juillet. — Le bruit court de nouveau que Favre a l'intention de donner sa démission de ministre des affaires étrangères. Les républicaines modérées de l'Assemblée négocient l'union avec la gauche radicale.

Paris, 26 juillet. — Beaucoup de prisonniers communistes enfermés dans différents forts ont été relâchés. Vinoy invite les membres de la Légion d'Honneur à soucrire pour rebâtir le palais de l'Ordre. L'Assemblée doit rentrer en session lundi prochain. Les députés de la gauche et de l'extrême-gauche ne sont pas encore arrivés à s'entendre pour une fusion. Trois cents députés ont promis d'appuyer la prolongation des pouvoirs à M. Thiers. Un télégramme particulier assure que le gouvernement a donné son approbation au projet de loi sur l'indemnité de guerre proposé par le général Faidherbe et de Chauzy, et de MM. D'Aumale et de Joinville. M. Thiers et le maréchal Mac-Mahon approuvent le projet. Le ministre de la guerre a demandé au comité de l'Assemblée un crédit supplémentaire de 210 millions de francs. La restauration des fortifications de Paris a été confiée au général Boulanger. Boulanger et Gouraud et le général de Wimpffen sont cités comme candidats pour le comité chargé par l'Assemblée de faire une enquête sur les manœuvres dont a été conduite la dernière guerre. Les conseils de guerre qui doivent juger les prisonniers communistes sont convoqués pour le 3 août. Le Journal officiel annonce qu'une entrevue ayant pour objet la discussion de la question d'Orient doit avoir lieu à Versailles, en septembre prochain, entre lord Granville, le comte de Beaust et M. Thiers. Les Américains qui visitent l'Europe doivent se

munir de passeports, ainsi que les citoyens naturalisés. La police est très-sérieuse dans ces dernières.

Paris, 31 juillet. — La démission de Jules Favre est acceptée. M. Thiers se consulte avec le général de Gassay en vue de l'augmentation de l'armée. 32,000 communistes attendent leur jugement. Afin d'activer les procédures, un projet de loi a été présenté à l'Assemblée, augmentant le nombre des juges et retirant toutes les restrictions empêchant de siéger les juges qui ont été forcés d'agir contre le gouvernement de Versailles. D'après le résultat des dernières élections, le conseil municipal de Paris, composé de 38 conservateurs, 34 républicains et 10 autres, M. Thiers, répondant à une députation, a déclenché l'assemblée des Alpes, et a assuré que dans six semaines l'occupation allemande serait limitée à la Champagne et à la Lorraine. La manufacture de Sèvres est reconstruite.

Paris, 1^{er} août. — Le Journal officiel dit qu'il est prouvé que l'explosion de Vincennes était accidentelle. Le même journal démontre la nouvelle de l'incendie de la cathédrale et du palais épiscopal de Tours. Plusieurs députés de l'Assemblée ont reçu des communications urgentes d'un grand nombre de leurs constituents, dans lesquelles ils expriment le désir qu'ils votent pour la prolongation des pouvoirs de M. Thiers. On a annoncé aux premiers communistes qu'ils passeront bientôt devant la justice. Les amis qui ont été faits par Jules Favre a partagé aujourd'hui parmi les avocats plaidants au Palais-de-Justice; il a l'intention de se livrer à l'exercice de sa profession. La Bourse est faible; la rente est à 55 fr. 75 c.

Paris, 2^{me} août. — Les seuls prénommés français maintenant en Allemagne sont 4 officiers et 800 soldats dans les hôpitaux; plus 10 officiers et 70 soldats emprisonnés pour diverses offenses.

Paris, 3^{me} août. — Le Journal officiel contient la nomination de M. Rémy comme ministre des affaires étrangères, en remplacement de Jules Favre. Le centre gauche a fait la proposition d'accorder à M. Thiers une prolongation de ses pouvoirs jusqu'à l'automne. M. Rémy, un ancien secrétaire d'Etat, est nommé. Quatre cent députés ont secondé cette proposition. La poste française prépare un système de transfert d'argent avec l'Angleterre et l'Amérique. Hier, Foyen-Coutier a complété le paiement d'un autre versement de 500 millions de francs pour l'indemnité prussienne. L'armée allemande d'occupation est réduite à 150,000 hommes. Le tunnel du Mont-Cenis sera ouvert au commerce le 15 septembre. L'inauguration solennelle de la route sera faite à ce moment.

New York, 4^{me} août. — Une dépêche spéciale de Paris donne les détails suivants sur l'assemblée centrale de l'Assemblée nationale pour la prolongation des pouvoirs de M. Thiers comme président de la République française. Les républicains du centre gauche et nominalement tous les républicains modérés, ont été convokés par une circulaire portant les signatures de Gambetta et d'autres, en vue de décider quelle serait la politique du parti, et d'adopter une action décisive relativement à la prolongation des pouvoirs de M. Thiers. La réunion a été très-harmonieuse. Tous les membres ont parlé avec éloge de l'administration de M. Thiers et l'ont recommandé comme le seul homme capable de conserver et maintenir la balance entre tous les partis. Le meeting a décidé d'appuyer M. Thiers dans sa volonté de faire voter la prolongation des pouvoirs des députés et des sénateurs et des bonapartistes. Un député a fait la proposition de défendre au gouvernement toute intervention dans la question romaine, ce qui a été accepté. La proposition de soumettre à l'Assemblée la prolongation des pouvoirs de M. Thiers pendant trois années, avec la stipulation que M. Thiers porterait le titre de président de la République française au lieu de chef du pouvoir exécutif, a été adoptée par 190 voix contre 3. Par le même vote, les députés présents ont résolu de exercer les fonctions du vice-président; celui-ci sera nommé au terme précédent du conseil. Ils ont de plus en plus de place donnée à M. Thiers, en lui donnant le droit de choisir un vice-président; mais M. Thiers sera sans doute responsable du gouvernement.

Versailles, 5^{me} août. — Aujourd'hui, à l'Assemblée, la commission nommée à cet effet a présenté un rapport recommandant que l'Etat assume les charges supportées par les départements qui ont été eu-vahis. M. Thiers, à la surprise de beaucoup de membres, et au milieu d'une grande agitation, s'y est opposé en termes vigoureux. Il a dit que la somme des demandes imposées à la République ne pourrait être remplie d'autre manière que par l'imposte, mais qu'il n'est pas en état de la faire. Il a ajouté qu'il avait un plan à proposer, mais qu'il devait discuter avec les députés qui ont été eu-vahis dans les habitants notamment dans le bosson. L'emissaire de la Banque de France s'est augmenté cette semaine de 18,200,000 fr.

Versailles, 5^{me} août. — L'Assemblée s'est occupée aujourd'hui du projet de loi sur l'impôt sur le revenu, et sur les résidents étrangers. La discussion a été fort animée. Il n'y a pas de vote de décision. L'Assemblée a discuté aussi le projet de loi touchant les indemnités à accorder aux citoyens pour les pertes qu'ils ont souffrues pendant l'Invasion. M. Thiers a été plusieurs fois dans la partie de la droite modérée, et a été vivement attaqué. Il a été reproché amèrement à la Chambre son attitude à son égard. Il a déclaré veiller à courir, mais non à endurer, ceux qui lui souffrent de l'invasion. La Chambre s'est ajoutée à manif., sans rien décider.

Londres, 7^{me} août. — Le Standard dit que les vaillants Megata, Maganimo et Rebecche sont prêts à prendre la mer à Toulon, en vue de complications en Orient.

Versailles, 7^{me} août. — Le conseil de guerre qui doit juger les accusés communistes est entré en session aujourd'hui, et a entendu la liste des actes d'occultation. Quelques-uns des prévenus ayant affiché une si forte impunité, ordre a été donné de les empêcher de communiquer avec les uns avec les autres. Les interrogatoires commencent demain.

Paris, 8^{me} août. — Le budget de la guerre est augmenté de 271 millions de francs. Les directeurs de la compagnie de la Basse-Californie proposent de recevoir tous les communistes comme colons. Les Allemands ont commencé l'évacuation des forts au nord et à l'est de Paris.

Versailles, 8^{me} août. — Aujourd'hui, l'Assemblée a adopté le bill d'indemnité. Le décret concerne les indemnités habiles des départs, et donne aux personnes au service de l'ambassade générale, au gosse, provenant soit de l'ennemi ou des troupes françaises. On fera une caution sur chaque réclamation. La loi autorise aussi le ministère des finances à distribuer immédiatement la somme de 100 millions de francs pour les réclamations les plus nécessaires. On a présenté à la Chambre la loi qui rend l'instruction publique obligatoire et gratuite sur toute l'étendue du pays. Le comité chargé d'examiner la

Samedi 16 septembre 1871.

Le grand-duché de Luxembourg a adopté le principe de cet impôt. La Chambre des Communes a voté la loi qui juge les communautés à contribuer à l'assistance des familles. M. Férré, un des accusés, a comparé un discours pour défendre la Communauté; mais le président ne parla pas dans cette matière. Férré dit qu'il a ordonné de bannir les ministres dans les deux dernières années et il déclare que M. Férré a été nommé pour empêcher de relâcher les prisonniers de guerre. Les deux dernières années, Férré et ses collègues ont traité leurs hommes dans leurs discours et dans leurs manières, et ils ont été fréquemment réprimandés par la Cour. Le lieu où siège le conseil de guerre est rempli de spectateurs.

Berne, 9 août. — Les Français ont payé une nouvelle somme de 5 millions en remboursement des dépenses faites pour l'armée de Bourbaki, et ils continuent de payer ou million par quinzaine. L'ordre est donné de renvoyer en France tout le matériel de guerre qui se trouve en Suisse.

Versailles, 9 août. — Le gouvernement a présenté à l'Assemblée une loi pour accorder les pensionnats. On a ordonné aux Prussiens, par télégraphe, d'évacuer Troyes.

Paris, 9 août. — A l'audience d'aujourd'hui, les témoins cités devant les conseils de guerre ont affirmé avoir vu Férré remettre en liberté des condamnés et leur donner des armes. Assis à droite, en s'avançant, la partie qui a perdu l'exécution des otages. Il se dit justifié par l'exemple de toutes les nations civilisées, qui en temps de guerre usent à qui mieux mieux de représailles. Les dépositions extraordinaires de quelques-uns des témoins et l'audace des accusés ont donné lieu fréquemment à des scènes très vives. Le président a été plusieurs fois appelé à la police pour restaurer l'ordre. Les réunions ont duré 4 à 5 hr. 50.

Versailles, 10 août. — La cour martiale a condamné le maire de Puteaux aux travaux forcés à perpétuité. Le ministère public a recommandé le coupable à la clémence des juges. Le conseil de guerre a la preuve que l'exécution des généraux Lecomte et Clément Thomas a été ordonnée par le comité central; plusieurs témoins l'affirment explicitement, mais Férré le nie. — La commission du budget a définitivement rejeté le droit de 20 p. 100 sur les matières brutes. L'Assemblée a voté la loi.

Paris, 10 août. — 35 fr. 82. Le trésor de la Banque de France a été augmenté de 1 million 900 mille francs pendant la semaine.

Les élections des conseils généraux auront lieu au commencement de septembre. La droite demande que les pouvoirs de M. Thiers soient prolongés seulement de deux années.

New York, 25 juillet. — Une dépêche spéciale de Londres du 25 juillet dit que le pape peut quitter Rome au premier jour. On fait des préparatifs pour recevoir au château Gorte, en Corse, M. Valletti, propriétaire du château, s'est arrêté avec le cardinal Antonaelli, et va le protéger à la disposition de l'ambassadeur. On attend en France la guerre pour plusieurs semaines. On croit que le pape devra céder sur certains points concernant l'occupation de Rome et le royaume d'Italie dans lequel il déclara que toutes les mesures qui lui étaient alors possibles temporaires seraient quittes. À Rome on se prépare déjà à choisir un autre pape. On se propose d'en prendre un qui serait modéré dans ses idées, qui ne serait pas enemis de l'Italie et qui pourrait faire un compromis avec le gouvernement italien. On signale le cardinal Camillo De Pietro.

Rome, 11 août. — Les choses sont calmes; deux tiers des électeurs se sont abstenus; les autres ont voté pour la ville et dans la province. Les résultats sont bons pour l'Assemblée française, sur les affaires romaines a produit ici une grande impression. Les journaux regardent une guerre avec la France comme probable et secouent le ministère de trahir la nation. La Gazette de Rome qui le gouvernement n'a pas pu aller à Rome, mais que pourquoi il y est et il doit y rester malgré les coups qui menacent à l'horizon politique.

Londres, 20 juillet. — Gladstone a annoncé, ce soir, à la Chambre des Communes l'abolition d'un système d'achtat des commandes dans l'armée. Cette déclaration a été accueillie par de nombreux applaudissements, mais Darach et les autres n'ont pas dissimulé leur étonnement, non pas tant vis-à-vis de l'abolition, mais de l'opinion qui la mesurent nécessaire pour assurer le soutien populaire. Le Common Council a rejeté la motion proposant de donner un banquet à Guild Hall aux visiteurs impériaux et royaux maintenant en Angleterre.

Londres, 21 juillet. — Cet après-midi, Cardwell a déposé sur la table de la Chambre des Commissaires le warrant de la reine qui abolit l'achat des grades dans l'armée anglaise. Le Parlement dit que l'action du ministère est violente. Il regarde que l'on ait soulevé l'abolition de l'achat des grades militaires comme une mesure nécessaire pour assurer le soutien populaire. Le Common Council a rejeté la motion proposant de donner un banquet à Guild Hall aux visiteurs impériaux et royaux maintenant en Angleterre.

Londres, 21 juillet. — Cet après-midi, Cardwell a déposé sur la

table de la Chambre des Commissaires le warrant de la reine qui abolit l'achat des grades dans l'armée anglaise. Le Parlement dit que l'action du ministère est violente. Il regarde que l'on ait soulevé l'abolition de l'achat des grades militaires comme une mesure nécessaire pour assurer le soutien populaire. Le Common Council a rejeté la motion proposant de donner un banquet à Guild Hall aux visiteurs impériaux et royaux maintenant en Angleterre.

Londres, 21 juillet. — La Chambre des Commissaires a adopté, à la majorité de 376 voix contre 114, un accord visant au Prince Arthur une allocation annuelle de 100,000 liv. st. La police a dissipé un meeting de 5,000 personnes convoqué pour protester contre l'alliance au Prince Arthur. Il y a eu quelques arrestations. On a saisi un drapeau communiste. Une autre dépêche dit que le gouvernement n'a pas osé intervenir, et que le meeting a eu lieu dans des proportions immenses.

Londres, 2 août. — Le grand-duché d'Assénatovitch est arrivé à Woolwich et a visité l'arsenal.

Dublin, 3 août. — Un décret de la défense des autorités, les participants du conseil des commissaires fédéraux ont voté lundi un meeting contre nous-mêmes, à Phoenix Park. La police a chargé sur la foule, frappant indistinctement sur les femmes et les enfants. MM. Smyth, rédacteur de la *Notion*, Sullivan, rédacteur de *l'Irishman*, ont été grièvement blessés. Plus de cent personnes ont été portées à l'hôpital. L'autorité parle de poursuivre les promoteurs du meeting.

Londres, 10 août. — A la chambre des lords, le marquis de Ripon

a fait un long discours en faveur du suffrage universel; le marquis a fait l'éloge des Etats-Unis.

Londres, 10 août. (Dépêche au *World*). — La Russie armé sur une grande échelle. Elle a formé une alliance avec la France contre l'Allemagne et l'Autriche.

Londres, 11 août. — D'après un correspondant de Salzbourg, la Russie va pousser vigoureusement son organisation militaire sur toute la piste du territoire autrichien, comme cela est pratiqué en Prusse. En cas de succès de la grande coalition du pays, on débarquera des départs dans les provinces. Les officiers examinent les frontières et en feront leur rapport. Le gouvernement russe fait des expériences pour voir comment un corps d'armée qui s'avance peut établir une ligne de chemin de fer pour servir à son approvisionnement. Si cela peut se faire, et si l'Autriche devient l'allié de l'Allemagne, on a tendance à faire une alliance entre la Russie et la France. Telle est la question à discuter à Gastein entre les empereurs d'Autriche et d'Allemagne. Ils se rencontrent à Ischl demain.

On lit dans le *Gaulois*: « Le congé donné à M. de Choiseul, ministre français à Florence, à quelque peu émaillé le monde diplomatique, que, et il importe de donner à cet incident toute sa place, a été déclaré par le cabinet de Florence à fait depuis M. de Choiseul. Il n'y a pas de doute que la réponse du ministre des affaires étrangères a été catégorique. Voici, oh, sans exact des termes de la note explosive transmise par le gouvernement français au cabinet italien: Le ministre y déclare que le gouvernement de la République n'est pas disposé à intervenir dans les affaires intérieures d'une puissance quelconque; mais que, l'Italie ayant profité de nos désavantages pour se mettre au dessus d'une convention librement consentie par elle, le cabinet de Florence ne pourra s'attendre, de notre part, à la ratification d'un fait aussi grave. Il y a certainement quelque chose de préjudiciable à la Chambre d'un côté, et de manifestations du haut état de l'autre, ainsi que les convenances du gouvernement de la République, engagent le pouvoir exécutif à agir qu'à ce qu'a la plus extrême réserve dans une question aussi délicate que celle du pouvoir temporaire. »

NOUVELLES ET FAITS DIVERS.

Le ministère de la marine est complètement reinstallé dans son hôtel de la rue Royale; les services fonctionnent régulièrement. Celui de la guerre ne tardera pas à revenir à Paris: le transfert de tout le matériel qui avait été emmené à Versailles a déjà commencé. M. le général de Guisey a formellement déclaré ne pouvoir rester à Versailles plus longtemps.

On connaît du *Patrice* que sur suite des instructions envoyées au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, un premier établissement pénitentiaire doit être établi à l'île des Pins. Le *Moniteur* favorable pourvoit désignation. La *Séguini* transportera un convoi de 400 indigènes appartenant à la catégorie des insurgents, avec leurs familles pour se livrer à des travaux agricoles. La *Nérive*, qui est un excellent navire à voiles, a déjà fait plusieurs fois le tour du monde et rempli diverses missions dans l'Océanie. Un autre navire de guerre, qui possède les mêmes qualités, la *Sibylle*, prendra à son bord 300 femmes et enfants, et partira, peu de jours après la *Nérive*, pour la même destination. Elle emportera un matériel de campement assez considérable, que des graines, des ustensiles et des instruments divers. Les convois suivants débarqueront à Nouméa, où se trouvent des îles pétrifiantes, qui possèdent aujourd'hui une population d'environ 1,500 condamnés.

— Nous apprenons, dès le *Conservateur*, que l'Etat fait en ce moment de très-fortes commandes d'outils de toutes sortes, spécialement pour les mines et l'agriculture. Ces outils seront distribués aux transports de la Nouvelle-Calédonie aussi tôt qu'ils y seront nécessaires. Vingt-cinq mille pelles et pioches sont en ce moment en voie de fabrication, et seront embarquées à bord du premier transport qui partira pour Nouméa.

La partie réorganisée du musée du Louvre vient d'être enfin revenue au public. Les parties rouvertes sont dans la cour du Louvre, le musée hébraïque, le musée du moyen-âge et le musée des sculptures modernes. Au premier étage, le musée Charles X., les musées de l'école française de peinture occupent la salle des sept cheminées, la petite salle Henri II, la salle des gardes (collection La Caze), la grande galerie du dix-huitième siècle, entre les pavillons Duru et Biron, le musée des bronzes antiques, et le premier étage du pavillon de l'Horloge. Au deuxième étage, les musées des antiquités, les peintures, la collection Sauvageon, les grès, les verres de Venise, les faïences italiennes et le musée des arts préhistoriques (des quaternaires, quinzièmes et seizeième siècles). Enfin, au deuxième étage, les musées ethnographiques, chinois, et de la marine. Puis, au rez-de-chaussée du vieux Louvre, tous les musées des antiquités, auxquels on va restituer prochainement les Vénus de Milo.

Voici tous les dégâts qui ont été causés dans les intérieurs des musées: dans le musée des antiquités, quatre vitrines ont été démontées par la batteuse de l'arsenal; dans la bibliothèque de l'arsenal, il y a eu des pertes dans les collections des Gobelin, trouée par des balles. Dans le grand salon du pavillon Denon, un clou, venu du Pont-Neuf, a déchiré et a quelque peu endommagé les batailles d'Alexandre, par Charles Le Brun. Enfin, au deuxième étage du pavillon de l'Horloge, un autre obus a endommagé plusieurs tableaux de second ordre qui s'y trouvaient emmagasinés.

Devant l'investissement de Paris, la plupart des objets précieux, tableaux, statues, etc., réunis dans les galeries du Louvre, ont été givrés et placés à l'abri du bombardement ou de l'envahissement de l'ennemi. M. Cresson, alors préfet de police, avait fait déposer la Vierge Milo dans un des caves du musée. Lorsque l'explosion avait eu lieu, le tableau avait été soufflé et détruit. Il a également fait réunir dans un caveau de l'arsenal des archives historiques de la préfecture. Parmi ces pièces se trouvaient les dossiers des affaires Castelnau et du ministère. Il a été procédé le 30 juillet au percement du mur qui fermait ces caves dont l'existence était historiquement incertaine des hommes de la Commune, et le précieux dépôt qui y avait été caché a été retiré.

Il résulte de ce qu'on regarde en parcourant les rues de Paris, qu'il y a eu des échafaudages, masques et plombiers sur les toitures, maisons en réparations. C'est qu'en effet on remet à neuf les demeures privées et les monuments historiques par l'insécurité, les hautes et les basses. Telle est l'activité déployée, que dans quelles garnitures il n'y paraîtra plus. Le déblaiement des Tuilleries a commencé. Au Louvre, il y a des bouches sur les trous de la nature, au bout de la rue de Médicis. On assure qu'ensuite de l'Opéra et de la prison de la Santé, fort endommagée comme on sait. Le théâtre de la Porte-Saint-Martin sera reconstruit par la ville de Paris. Tous les monuments théâtraux seront aussi bientôt en reconstruction, car il a été décidé qu'on ferait disparaître toutes ces ruines dans le plus bref délai. Il est certain qu'on démolira toute, même les Tuilleries, mais cela prendra du temps. L'Hôtel de Ville, qui a été l'établissement d'État de ce quartier, entouré d'un squelette. Comme il n'y a pas un monument pour l'administration municipale, on rétablira parlement et simplement l'Hôtel-de-Ville, au lieu d'en construire un nouveau. Souvenez, on y réunira tous les services et on pourra mettre en vente les terrains sur lesquels étaient construites les annexes.

— Au palais de justice, grande alléluie de charieux qui viennent voir les ruines. On se porte sur lez, vers l'ancienne salle des pas perdus, dont les grands arcs noircis par le feu, la voûte effondrée, la vaste nef obstruée par les décombres sont d'un pittoresque effrayant; c'est l'image de la destruction dans toute son horreur. Mais défense d'y entrer, ces des fermes descellées, des bombes, des paines qui pendent et se détachent parties de la toiture, pourraient en tombant blesser les visiteurs. Dans ce palais ravagé, quelques parties sont heureusement restées intactes, et l'on y a installé la cour de cassation, qui va siéger dans les parties subsistantes du Palais-Royal. Les juges, leurs greffiers, leurs greffières, leurs piques de la cour sont évidemment épargnés par l'inondation, et les cabinets des juges d'instruction seront provisoirement établis dans la grande galerie midiociale de la première cour, où l'on construit dans ce but une suite de petites pièces. Ailleurs, certains tribunaux alterneront avec d'autres. Les cours d'appel, dont les locaux ont été détruits, siégeront au premier étage du grand bâtiment de face de la première cour, alternativement avec celles qui les occupent d'ordinaire. La chambre des appels de police correctionnelle tiendra ses audiences à la troisième chambre, les lundi, vendredi et samedi; la quatrième chambre de la cour d'appel siège les mardi, mercredi et mardi, dans le local de la dégustation, et la cinquième altérera avec la première. Quant aux tribunaux civils, leurs salles d'audience ayant été spoliées, ils n'en ont à subir aucun dénuement.

— On lit dans le *Steéle* du 8 juillet : « Comme il était facile de le prévoir, les affaires reprenaient d'une façon insatiable. Dans presque toutes les branches de l'industrie parisienne, les commandes arrivaient, mais elles étaient presque toutes destinées à être transvasées dans certaines parties, les magasins de la capitale manquant évidemment de tout ce qu'il fallait pour faire défaut... L'autre bénie de cette industrie française dans mes années d'adolescence, était un marchand de super-poudres, et je n'en pus avoir que quatre-vingts. » Une remarque à faire, c'est que la plupart des demandes qui venaient d'Amérique arrivaient cette année par la Grande-Bretagne ; les commissaires-étrangers sont les intermédiaires des Américains.

— Un journal donne les détails qui suivent sur M. Thiers; il seraient lus avec intérêt: La longévité des descendants dans une famille est ordinairement de bon augure pour les survivants; et, sauf accidents, on peut prédré de longues années à ceux dont les aieux ont vécu longtemps. Soit ce rapport, M. Thiers est en ne peut plus prétendre, à en juger par la longévité des membres descendants de sa famille. Le grand-père de M. Thiers, avocat, échevin de la ville de Marseille, est mort à Menton, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, en 1755. Son père est mort à Carpentras, ayant accompli ses quatre-vingtaine années. Sa mere est morte à Paris ayant atteint le même âge. Deux tantes, sœurs de son père, sont mortes à l'âge de 80 ans. Le père de M. Thiers, conseiller au conseil des pléniers, jugealement, possédait une bonne santé, vit à Menton, ayant accompli aujourd'hui sa soixante-dix-septième année. M. Thiers, quant à lui, qui est un âge, entre siélement dans l'auvent de trenteaine ans. Sa constitution délicate en apparence, est des plus solides. Il n'a jamais été sérieusement malade, et n'a été couché plusieurs fois.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

CHAUX A VENDRE
Prix : 7 fr. 50 c. le baril.—S'adresser à M. Eichet, Bassac. — 153.

VENTE OU LOCATION DE TERRES — MOO RAA E TE TABAWU RAA PEND

Sa Majesté la Reine est dans l'intention de vendre au sieur Nar-cillas une partie de la terre Tiam-mouri, située dans le district de Pace, quartier de Padai, et enregistrée en son nom sous le n° 1. 132

L'indigène Teritauantun à Ahavai, demeurant à Puassauli, est dans l'intention de vendre à Pesarai à Tézimallau la terre Nanantahki, située dans le sous-district de Paresil, district de Puassauli, et caractérisée en son nom

L'indigène Aitima a Pepee,
demeurant à Pausauia, est dans
l'intention de vendre à Matau à Tih-
moro une partie de la terre Monahaua,
sise dans le sous-district d'Aitima, dis-
trict de Pausauia. 129

**L'indigène Beau à Matai, de-
meurant à Papeete, est dans l'in-
tention de vendre à M. William F. Wal-
ker une partie de la terre Tupaiburo-
ro, située dans la ville de Papeete, dis-
trict de Puna, et enregistrée sous le**

Te opua nei Tona Hanahana te Ati'i valihia ra o Pomare i te heiva atu na M. Marcillac i te hec paau o te fofoga ra o Tiaraoromo, te rai i leia ma-kaeau i Rapa, i Tevaka, i Hiva.

Te opao net te tana ra e
Terihauastua Ahaval, e Ua i Puna-
nauia, te boratu no toratahi Teletu-
teruru i te fenua ra o Nananahiti, te
vai i rere i te mataseian iti ra o Farerii,
te malaeina ra o Penapua, te lomile-

Te opun net se tanta re o
Arima a Pegeas, e lla i Pusunasa.
Ite hoo stu no te valine re na Tihim-
ma i te hoo pase o te fumara re
o Alise, i te hoo masehina i te
o Alise, i te mactacina re na Pusunasa.

Te opun net se tanta re o
Rou a Masi, e lla i Pusunasa,
Ite hoo stu na MIKE William F. Walker i te
hoo vali ito te fumara re na Tihim-
ma, te vali i te oire i Pusunasa, i te
mamehina re i Pare, e tombo hia i te

ENREGISTREMENT DE TERRES. — TOMITE RAA PENUA.

Judigène Biomahupou à Tassahere, demeurant à Papeete, district de Pare, est dans l'intention de faire inscrire en son nom, avec le consentement de toute sa famille, la terre Hestia, enregistrée judiciairement au nom de Te-

Indigène Taumihau à Nuan-
pure, demeurant à Papeete, est
dans l'intention de faire inscription en son
nom la terre Peto, située dans le sous-
district de Piriaat, district de Pare, et
qui lui a été adjugée par un arrêté de la

Les indigènes Teiti à Aburoa et Témarame à Mahuru, demeurant à Taewa, district de Pare, sont dans l'intention de faire inscrire ce leur nom la terre Vahibiebie, site déjà sous le nom de Haera, district de Pare, une décision du conseil du district est date du 12 août 1887 ayant reconnu leurs droits indigènes contre prétendus propriétaires.

Fe epuna nei te tanta ra e Hito-
mahopoo a Taoshere, e tia i Pape-
te, i te matanau e ait l'pane. I te tonuit-
tana sia i min ibo i te Penna ra e Hu-
mab, mal te fastia hia mai e te felii tas-
pa, e tei Yonifie hia i te matanau ra i
tei oas a Temachauka a Parilia, i pohe

Te equa nei te tnata ra o Tau,
mihabá a Nuupe, e tia i Fapeci,
Injembé i Jena, ina i nia i nia fensa rá
Paura, te väi i te matadinaa illa rai
Irrial, i roto i te matadinaa ra o Pare,
tei horro hia 'ty nosa n te hoe festaa
te i haava-zaa rabí Tebilli-ri 18. no

Te opo nel na fanta ra o
Teleti Aluros e o Teurama a
Zahru, e illi i Tauna, i te regulari-
ra o Pare, i lo tonete i te rasa noa-
nia i te fenua o Vaihobiofa, o val-
roto i te matatinau ihi e Hoora; i te
nataimaga ra o Pare. No te mea lu faa-
tu e hōe fanta na na te apono rau
nataimaga no te 12 mo alegi 1871 i lapa-
tua, i te apono rau e te apono rau.